

Le 19 mai 2020 – veille COVID -19 – CAA – Roumanie, Bulgarie et Serbie

– nouveautés (pour l'état complet reprendre les notes du 7 mai)

1. Roumanie
2. Bulgarie
3. Serbie

Résumé

RO : La Roumanie a enregistré 155 nouveaux cas en 24h. L'état d'urgence a été remplacé le 15 mai par un état d'alerte pour 30 jours. Une motion de censure a été votée au Sénat à l'encontre du ministre de l'agriculture. Le Premier ministre a cependant indiqué ne pas vouloir le remplacer.

BG : La Bulgarie a enregistré 24 nouveaux cas en 24h. L'état d'urgence s'est terminé le 13 mai et ne sera pas reconduit. Le pays a mis en place un état d'urgence épidémique jusqu'au 14 juin.

SB : La Serbie a enregistré 79 nouveaux cas dans les dernières 24h. L'Etat d'urgence a été arrêté le 6 mai. Le secteur agricole serait le secteur qui a le moins souffert de la pandémie.

1. Roumanie

L'état d'urgence remplacé par un état d'alerte le 15 mai. Déconfinement progressif à partir du 15 mai.

17 191 cas (+ 155 cas par rapport à la veille).

Les vols avec la France ne reprendront pas avant début juin (ainsi que de nombreux pays européens)- les voyages terrestres sont possible. <http://cnsb.ro/index.php/liste-zone-afectate-covid-19/1620-lista-zone-02-04-2020/file>

Restrictions aux frontières

Prolongation de la suspension de certaines liaisons aériennes et routières. Dans le cadre des décisions du CNSSU, le chef du Département pour les situations d'urgence, Raed Arafat, a annoncé la prolongation de la suspension des vols en provenance et vers l'Autriche, la Belgique, la Suisse, la France, l'Allemagne, l'Italie, la Grande-Bretagne, les Pays-Bas, l'Espagne, les États-Unis, l'Iran et la Turquie, jusqu'au 28 mai inclus. Le transport international routier de personnes depuis ces pays est suspendu jusqu'au 1^{er} juin sauf condition (voir infra/ saisonniers) ([Agerpres](#)).

En outre, à partir du 15 mai, toute personne qui entrerait en Roumanie, quel que soit son pays de provenance, devra rester confinée à son domicile pendant 14 jours [*ndlr : jusqu'à présent, les personnes arrivant de France, ou d'autres pays dont les vols sont suspendus, étaient placées en quarantaine sous surveillance*] ([Agerpres](#)).

Transport routier de travailleurs saisonniers. Les opérateurs internationaux de transport routier peuvent effectuer des trajets sous certaines conditions, a fait savoir le ministre des Transports, Lucian

Bode. Le Ministre a déclaré qu'il y aurait déjà des demandes pour sept transports de saisonniers vers l'Espagne, l'Italie, la France et l'Allemagne. Selon le ministre, l'opérateur effectuant ces transports doit s'assurer que les citoyens qui souhaitent voyager en Espagne, en France ou en Allemagne ont un contrat de travail valide dans le pays de destination et un droit de séjour ([Europa FM](#)).

Création de 5 couloirs pour le transport de marchandise à travers la Roumanie : Les transporteurs internationaux des États membres de l'UE et non membres de l'UE ont cinq couloirs disponibles (voir veille antérieure).

En Roumanie, les chauffeurs des véhicules d'au moins 2,4t ne sont pas soumis au régime d'isolation à l'entrée sur le territoire, à l'exception de ceux qui ont des symptômes ; exemption des mesures de quarantaine ou d'isolement à domicile pour le personnel navigant du transport fluvial ou maritime.

Mesures spécifiques au secteur agricole et agroalimentaire

Veille/ presse/BF et CAA

Covid

Vote de la motion de censure à l'encontre du ministre de l'Agriculture

Une motion de censure intitulée « Paresse, mensonge et incompétence » a été déposée et votée au Sénat par les élus PSD et de l'ALDE à l'encontre du Ministre de l'Agriculture Adrian Oros. Ils lui reprochent notamment de ne vouloir indemniser les agriculteurs pour la sécheresse qu'à la fin de l'année, compromettant ainsi la récolte d'automne (manque de semences) et risquant une augmentation du prix du pain (manque de farine). Il lui est également reproché de ne pas dialoguer assez avec les agriculteurs et les représentants de l'agroalimentaire. Adrian Oros avait répondu en faisant valoir que « *cette motion de censure était une preuve claire qu'[il a] commencé à déranger les groupes d'intérêts qui contrôlaient le ministère de l'Agriculture depuis des années.* » (Source : [AgroTV](#))

La motion de censure a été adoptée au Sénat par 68 voix contre 32. Les signataires demandent la démission du ministre « *avant qu'il ne supprime l'ensemble du secteur agroalimentaire de l'économie roumaine et ne transforme les agriculteurs roumains en pauvres d'Europe* ». Le chef du groupe PSD au Sénat, Radu Preda, a affirmé que la première préoccupation d'Adrian Oros était « *d'arrêter les programmes lancés par le PSD* ». Il a en outre déclaré « *Nous, PSD, voulons relancer la Roumanie parce que vous ne pouvez pas, ne voulez pas, ou vous en moquez. Nous voulons la relancer sans vous, M. Oros, car vous êtes une véritable calamité en concurrence avec la sécheresse et le virus, et vous représentez un réel danger pour l'agriculture roumaine* ». Il a critiqué l'intention du ministre de verser la subvention à la fin de l'année agricole. En retour, le sénateur PNL Costel Soptica a accusé le PSD d'avoir maintenu les zones rurales dans un sous-développement économique en 22 ans de gouvernement dans le but de s'assurer les votes nécessaires pour le parti, tandis qu'Adrian Oros a continué de soutenir les petits agriculteurs. Le sénateur PNL George Stânga a souligné le professionnalisme d'Adrian Oros. Le sénateur USR, George Marussi a indiqué que la motion contenait « *environ 5 500 mots, dont 27% sont des informations pertinentes et 73% sont des déclarations politiques ne proposant aucune solution* ». (Source : Agerpres)

Adrian Oros a expliqué au cours du débat sur la motion que le gouvernement libéral travaillait sur une stratégie pour ramener la diaspora au pays en augmentant le salaire net dans le secteur agricole à 3 000 lei (625€). Il a spécifié que le gouvernement réserverait 43 M€ au programme « Jeunes agriculteurs » cette année, qui aura deux composantes, dont l'une avec la moitié du budget réservée à la diaspora. Il a également annoncé que les bénéficiaires du programme recevraient pour la première

fois jusqu'à 50 ha en bail ou concession. « *Nous avons adopté la Décision du Gouvernement n°356/2020 pour approuver le Programme de stimulation d'emplois des jeunes dans l'agriculture, l'aquaculture et l'industrie agroalimentaire.* » (Source : ActMedia)

Adrian Oros a également accusé les gouvernements PSD précédents d'avoir dilapidé 800 000 ha de terres d'Etat, en concluant entre 2000 et 2005 des contrats de concession pour 200 à 400 kg de blé par ha et par an [sous-entendu en dessous des cours actuels]. (Source : [AgroIntel](#))

Adrian Oros a souligné qu'il avait poursuivi plusieurs mesures lancées par le PSD, dont le programme Tomates, dont l'enveloppe n'avait pas été entièrement fournie par le gouvernement précédent en 2019 et que le nouveau gouvernement avait complété de 13 M€ en décembre dernier, le programme « Ail » qui a été revalorisé de 60% et dont le nombre de bénéficiaires a triplé par rapport à l'an dernier, la revitalisation d'un projet sur les lycées agricoles. Il a également souligné l'efficacité des plateformes mises en place par le MADR pendant la crise pour créer un lien entre les agriculteurs et leurs clients, par lesquelles sont vendues plusieurs tonnes de denrées agricoles tous les jours. (Source : [AgroTV](#))

Maintenant que la motion est votée, il tient au Premier Ministre Ludovic Orban de révoquer ou non Adrian Oros. Ludovic Orban a annoncé qu'il n'avait pas l'intention de le faire. (Source : [AgroTV](#))

Non Covid –

Promulgation de la loi sur le programme de soutien aux éleveurs de porcs

La loi modifiant le programme de soutien aux éleveurs de porcs reproducteurs a été promulguée. La loi fixe à 18 mois le délai maximum d'investissement à compter de l'octroi du premier versement lié au soutien financier. Les bénéficiaires doivent appartenir à la catégorie des micro- ou petites et moyennes entreprises. (Source : Agerpres)

La loi interdisant les exportations de bois en dehors de l'UE promulguée pour dix ans

Le président Klaus Iohannis a promulgué la loi interdisant les exportations extracommunautaires de bois à partir de janvier 2021, et ce pour une période de dix ans. Outrepasser l'interdiction peut valoir 1 à 3 ans d'emprisonnement et jusqu'à 100 000 RON (environ 20 000€) d'amende. (Source : ActMedia)

Contrôles de l'ANSVSA sur les importations intracommunautaires de viande de volaille et d'œufs

Des contrôles ont été effectués sur la viande de volaille et les œufs provenant d'échanges intracommunautaires (Pologne et Hongrie notamment), mais également de pays tiers (Ukraine). Concernant la viande, 690 tests ont été effectués sur 138 échantillons. 2 échantillons de viande provenant de Pologne étaient contaminés à la Salmonelle. Les 21 tonnes concernées ont été saisies et neutralisées. Concernant les œufs, 92 tests ont été réalisés sur 46 échantillons. Tous étaient conformes. (Source : [ANSVSA](#))

Certains agriculteurs ne sont pas satisfaits des aides annoncées pour la sécheresse

Le secrétaire d'Etat du MADR, George Scarlat, a annoncé que deux aides étaient envisagées pour les pertes liées à la sécheresse, la première étant un soutien de 175€/ha, la seconde étant une loi facilitant certains prêts. Certains agriculteurs sont mécontents de ces aides, qu'ils estiment être trop basses pour couvrir tous leurs coûts et prêts, compte tenu de la faiblesse de la récolte. (Source : [AgroTV](#))

Le syndicat Syndalimenta craint une augmentation du prix du pain

Le syndicat Syndalimenta craint une augmentation du prix du pain de 25% à compter du mois prochain, notamment en raison de la faiblesse de la production, et accuse Adrian Oros d'avoir levé les interdictions d'exportations de Bruxelles. (Source : [AgroIntel](#))

Bulgarie

Contexte général

Etat d'urgence nationale terminé depuis le 13 mai et remplacé par un état d'urgence épidémique.
Déconfinement progressif depuis le 13 mai

Au 19 mai, 2 235 cas (+ 24 en 24h) ont été confirmés.

La Bulgarie déclare l'état d'urgence épidémique

La Bulgarie a déclaré l'état d'urgence épidémique du 14 mai au 14 juin. Le Ministre de la Santé a souligné qu'il n'y avait pas de restrictions supplémentaires, mais toutes les mesures anti-épidémiques sont maintenues.

Le télétravail peut continuer un mois de plus pour les activités qui le permettent.

Le port du masque est obligatoire dans les espaces intérieurs.

- Réouverture des malls (hors zones de restauration).
- Réouverture des salles de sport sous conditions.
- Réouverture des crèches le 1 juin, avec des groupes de 14 enfants.

Restrictions aux frontières

7 postes-frontières sont dédiés aux lignes vertes européennes (voir bulletin 7 mai)

La quatorzaine à l'entrée sur le territoire est également maintenue, y compris pour les pays de l'UE où le nombre de cas est important. Des négociations bilatérales vont commencer avec la Grèce, la Roumanie et la Serbie pour les conditions de passage aux frontières, pour la saison touristique notamment.

Mesures spécifiques au secteur agricole et agroalimentaire

Communiqué du Conseil des ministres concernant un décret relatif à **l'offre obligatoire de produits alimentaires bulgares dans les chaînes de magasins.**

Le 21 avril, des modifications ont été apportées au décret **contraignant les chaînes de supermarchés présentes dans plus de trois régions administratives** à réserver un espace à la production nationale pour le lait et les produits laitiers issus de la transformation du lait cru, le poisson et ses dérivés, les œufs, les denrées d'origine animale, le miel et les fruits et légumes de saison

Concernant le lait et produits dérivés de lait crus, le taux de **90% de la gamme proposées dans le point de vente doivent être issus de Bulgarie n'a pas été modifié.**

Ce décret s'applique jusqu'au 31 décembre 2020.

L'ordonnance devrait être amendée pour autoriser les produits à base de lait d'être produit avec 80% de lait brut bulgare et 20% de poudre de lait, afin que le quota de 90% de produits bulgares dans les supermarchés soit réalisable. Sans cet amendement, les associations de producteurs craignent que le ratio 80/20 soit inversé. La ministre de l'Agriculture, Desislava Taneva, a finalement affirmé que les produits devraient utiliser 100% de lait bulgare.

Un nouvel amendement est attendu lors du conseil des ministres du 20 mai.

Mise en demeure lancée par la Commission européenne après l'arrêté sur la préférence pour les produits bulgares dans les supermarchés

La Commission européenne a notifié à la Bulgarie les mesures discriminatoires imposées aux grandes surfaces, les obligeant à favoriser la production nationale. L'arrêté pris oblige les revendeurs à réserver une partie de l'espace de vente aux produits bulgares, pour le lait, le poisson, la viande, les œufs, le miel, les fruits et légumes, et à acheter 90% de lait et produits laitiers aux producteurs bulgares. Ces obligations restreignent la libre circulation des marchandises entérinée à l'article 34 du Traité de Fonctionnement de l'Union européenne. Elles vont également à l'encontre de l'article 49 en restreignant la liberté des commerçants sur leur choix de produits et dans l'adaptation de leur chaîne d'approvisionnement. La Commission a souligné que dans les circonstances particulières liées à l'épidémie de coronavirus, il était impératif de préserver la liberté de circulation des marchandises. La Bulgarie a un mois pour répondre à cette notification. Sans une réponse satisfaisante, la Commission pourra envoyer une opinion raisonnée.

Réponse de la ministre : Dessislava Taneva a expliqué qu'il n'y avait pas de discrimination ou de quotas. Elle a noté qu'il existe un besoin de fournir un accès aux petits producteurs. Elle a annoncé que des efforts seront faits pour protéger ce qui a été fait.

16 M€ pour le secteur de la pêche et de l'aquaculture

La Ministre de l'Agriculture, Dessislava Taneva, a annoncé la mise en place de trois mesures de soutien aux secteurs de la pêche et de l'aquaculture pour un montant de plus de 16 M€. Les mesures concernées sont la 1.9 pour la suspension temporaire des activités de pêche, la 2.6 pour la suspension ou le ralentissement de la production en aquaculture et la 5.4 pour la transformation des produits de la pêche et de l'aquaculture. Les paiements devraient être faits dans le mois. Le maximum attribuable par acteur est de 80 000 LEV (soit 40 400€) pour l'ensemble des trois mesures.

Entre le 25 mars et début mai, les bateaux de pêche ont constaté une réduction de 37% de leur activité et la diminution est de 30% pour l'aquaculture.

Une aide d'1 M LEV (soit env. 500 k€) sera également mise en place pour les producteurs de raisin qui pourront recevoir 3 LEV/ha. Une aide d'1 M LEV (soit env. 500 k€) avait déjà été mise en place pour les producteurs de cerises.

Les agriculteurs recevront presque 140 M LEV (70 M€) d'aides supplémentaires en paiements directs

Les agriculteurs bulgares recevront presque 140 M LEV (env. 70 M€) supplémentaires en paiements directs et aides couplées pour l'année 2020. L'autorisation des transferts entre les deux piliers de la PAC ont permis d'augmenter les paiements directs de 9%.

Les lignes directrices pour l'accession à la sous-mesure 16.4 « Soutien pour coopération verticale et horizontale le long de la chaîne d'approvisionnement » seront soumises à consultation publique. La sous-mesure dispose d'un budget de 8 M€.

L'indice de prix producteur en agriculture a augmenté de 6% au premier trimestre par rapport à 2019

L'indice de prix producteur en agriculture a augmenté de 6% au premier trimestre par rapport à la même période l'année précédente. L'indice pour le végétal a augmenté de 5,9%, et celui pour l'animal de 6,3%. Par rapport à 2019, l'augmentation est de 7,7 (9,4 pour le végétal et 4,4 pour l'animal).

Serbie

- **10 733 cas enregistrés (+ 34 en 24h) – 234 décès (+ 3)**

L'état d'urgence en Serbie a été arrêté le 6 mai, depuis le 11 au soir le couvre-feu est levé.

Restrictions aux frontières

7 postes-frontières sont dédiés aux lignes vertes européennes (voir bulletin 7 mai)

La Serbie va mettre en place une procédure particulière **pour l'entrée des hommes d'affaires, afin de leur permettre, sous certaines conditions, d'éviter la quarantaine de 14 jours** (procédure via la Chambre de commerce et d'industrie de Serbie, avec notamment la présentation d'un résultat négatif au test du Covid-19 de moins de 3 jours).

Mesures spécifiques au secteur agricole et agroalimentaire

La Serbie a levé toutes les restrictions aux exportations depuis la fin de l'Etat d'urgence le 6 mai.

Le Kosovo rétablit la taxe sur la farine serbe

Le gouvernement du Kosovo a rétabli la taxe sur l'importation de farine en provenance de Serbie (4 cts/kg). La taxe était en place depuis plusieurs années mais avait été suspendue il y a quelques semaines. Il n'y a pas encore d'estimation de l'impact de cette mesure sur les importations. En avril, 2 000 tonnes avaient été importées.

Le secteur agricole a été le moins touché par la pandémie

Le Ministre de l'Agriculture, Branislav Nedimovic, a annoncé que le secteur agricole avait été le moins touché par la pandémie de Covid-19, ajoutant que la demande pour les produits serbes sur les marchés étrangers avait augmenté. Les exports de blé et de farine en avril-mai ont augmenté de 50% par rapport à la même période l'an dernier. Pour la première fois, la Serbie a également exporté de l'agneau et du bœuf vers les Emirats Arabes Unis, et des pommes vers l'Inde. Selon lui, le pays a tout de même dû interdire les exportations de maïs pour ne pas manquer d'alimentation animale. Les secteurs les plus touchés par la crise sont les producteurs de légumes précoces, les petites laiteries et les apiculteurs, mais les agriculteurs ont reçu des aides d'Etat. Un nouvel appel à projet a été lancé pour l'achat d'équipements pour la plantation, tandis que celui pour l'achat de tracteurs produits en Serbie a été prolongé.

La limitation des prix des équipements de protection et des produits de première nécessité est prolongée de 30 jours

Le gouvernement serbe a prolongé de 30 jours la décision de limiter les prix et les marges de profit sur les produits de première nécessité et les équipements de protection. La décision initiale avait été prise le 5 mars pour 36 produits de base pour lesquels les prix maxima avaient été fixés.

Le prix des masques de protection ne peut excéder 120 RSD (1,02 €), et celui des gants 40 RSD (0,34€).

Non Covid-

Consommation de poissons et investissements dans l'aquaculture par la diaspora rentrée en Serbie en raison du Covid-19

Ces dernières années, la consommation de poisson a augmenté de 35 000 à 50 000 tonnes en Serbie, et les importations n'ont cessé de croître, passant de 23 336 t (69 M USD, soit 63,8 M€) en 2008 à 36 089 t (102 M USD, soit 94,3 M€) en 2018. Par ailleurs, la production est passée de 13 013 t en 2011 à 7 278

en 2017, ce qui signifie qu'il y a d'importantes opportunités d'investissements dans l'aquaculture. L'Agence Nationale du Renouveau Rural a fait cette recommandation à la diaspora rentrée en Serbie en raison du Covid-19. Le ministre du développement régional espère ainsi faire baisser la valeur de importations de 10 M€ par an.